

UNION BURUNDAISE DES JOURNALISTES



Rapport sur les violations des droits de journalistes au Burundi

Rapport du Premier Trimestre 2019

Alex

09/04/2019

Ce rapport traite des violations des journalistes burundais
durant le premier trimestre 2019

Introduction

Les mois se suivent et se ressemblent pour les journalistes Burundais. Aucun répit ne semble pour le moment se faufiler à l'horizon pour leur permettre de faire leur métier en toute indépendance. Au fil des années depuis 2015, aucune amélioration n'est à signaler par rapport au respect des droits des professionnels des médias. Ce premier trimestre de l'année 2019 ne diffère donc en rien aux mois précédents et commence décidément mal pour les professionnels des médias burundais. Arrestations arbitraires, rétrécissement de l'espace des libertés, déni de leurs droits aux sources d'information leur reconnu par la loi, sont répertoriés encore une fois comme des obstacles majeurs à l'exercice de la profession.

A. Arrestations des Journalistes

Les arrestations des journalistes pour des motifs fallacieux ont été encore enregistré au cours de ce trimestre de l'année 2019. Nous citerons l'arrestation le 13 février, du journaliste de la télévision nationale Pascal Butoyi par des éléments de la police en plein centre-ville de Bujumbura. Ils l'ont embarqué dans une camionnette de la police dans des conditions inhumaines.

Après interrogatoire, il a été libéré dans la soirée. Le lendemain, il a été de nouveau entendu par la police.

Son tort était de prendre des images lors des échauffourées entre la police et les vendeurs ambulants, qui réclamaient la libération d'un des leurs, ce que la police a qualifié de subversion. Pour la police, Butoyi n'avait pas le droit de couvrir cela car son chef hiérarchique ne l'avait pas mandaté. Ce que la police a appelé une mission non commandée.

Une lecture totalement erronée de la mission du journaliste qui consiste à chercher des informations partout où il les trouve sans que sa hiérarchie le demande nécessairement.

Une semaine plus tard, le 25 Février, Le journaliste Pascal Ndayisenga de la radio Izere FM à Rumonge a aussi passé une nuit en détention dans les cachots de la police. Il a été arrêté par la police de cette localité qui l'accusait de détention illégale d'armes. Il aurait été dénoncé par quelqu'un avec qui il avait un différend mais la police ne s'est pas soucié de vérifier d'abord la véracité des accusations avant de l'emprisonner .

La police a pourtant fouillé son domicile à la recherche des armes mais n'a rien trouvé. Il a été libéré sans autre forme de procès.

B. Deux médias indépendants réduits au silence

En date du 29 Mars 2019, le conseil national de la communication CNC assène un coup à la liberté de la presse déjà mise à rude épreuve. Le président de ce conseil Nestor Bankumukunzi annonce en effet le retrait de l'autorisation d'émettre à la BBC et la prolongation de la suspension de la BBC.

Par la même occasion, le CNC interdit tout journaliste burundais ou étranger se trouvant sur le sol Burundais de donner des informations à ces deux stations. En clair rien ne doit filtrer sur le Burundi.

Le CNC reproche à la BBC d'avoir diffusé un documentaire mensonger sur le Burundi dans lequel la BBC dévoilait les maisons de détention clandestine. La VOA quant à elle, a été épinglée pour avoir recruté un journaliste Burundais recherché par la justice burundaise dans le dossier putsch de mai 2015.

La décision du CNC et du pouvoir de Bujumbura ne vise qu'à réduire au silence les médias qui avaient encore une marge de manœuvre dans le choix et le traitement des informations en provenance du Burundi.

Le timing de la décision n'est peut-être pas anodin non plus. Ces médias internationaux avaient été suspendues en 2018 pour six mois à deux semaines justement du referendum constitutionnel. Le fait qu'ils soient suspendus à quelques mois des élections de 2020 cachent mal la volonté délibérée de Bujumbura de ne pas laisser les témoins de ses actes répréhensibles.

C. Rétention de l'information

Alors que la loi sur la presse reconnaît aux journalistes le droit d'accéder aux sources d'information partout où elles se trouvent, dans la pratique, c'est loin d'être le cas. Les professionnels des Médias sont accordés le droit d'accéder aux sources d'informations dépendamment de l'allégeance au pouvoir.

Ceci se remarque d'ailleurs dans les relations entre les professionnels des médias et les porte-parole des institutions. Alors qu'une plateforme mise en place et gérée par le porte-parole du ministère de la sécurité publique était censée offrir aux journalistes des facilités pour avoir des sources d'informations officielle ; elle est devenue plutôt une barrière infranchissable pour les journalistes.

Cette plateforme sert en effet de paravent aux portes paroles des institutions pour fuir les questions gênantes. Ces sources d'informations que sont les portes paroles des institutions ne feront donc que des sorties qu'ils veulent.

De plus, le gestionnaire de cette plateforme, s'arroge le droit de retirer qui il veut et quand il veut mais profère aussi des menaces contre des journalistes. Actuellement, beaucoup de journalistes des médias indépendants ou des correspondants des médias internationaux ont été retirés de cette plateforme.

D. Interventionnisme de l'Administration

L'administration territoriale reste toujours sur ses gardes pour « encadrer » des journalistes sur le terrain et surtout des journalistes des médias internationaux, qui sont accusés de coopérer avec l'ennemi. Il va sans dire que cet encadrement ou contrôle strict laisse peu de manœuvres pour le reporter de faire son travail dans de bonnes conditions. Les administratifs locaux n'hésitent pas d'ailleurs d'intervenir s'il le faut.

E. Les journalistes des médias publics pas non plus épargnés

Des journalistes de la Radio Télévision Nationale du Burundi continuent d'être victimes d'une exclusion qui s'accomplit sur fonds d'un brin d'ethnisme et de militantisme. Il y en a, de la Radio comme de Télévision, qui ne peuvent donc pas avoir la possibilité de couvrir les déplacements des hautes autorités du pays même s'ils font preuve ailleurs d'un grand professionnalisme.

Des directeurs exercent aussi malignement des représailles à l'endroit des journalistes qui sont membres de leurs partis mais qui se mettent difficilement au pas. La Radio Télévision Nationale du Burundi a lancé un centre de production au centre du pays pour couvrir notamment les activités des ministères et du sénat qui sont délocalisés de Bujumbura vers Gitega. Des journalistes ont été redéployés vers ce centre. Parmi eux, un journaliste de la Radio, de l'Uprona, l'ancien parti unique, qui a maille à partir avec le Directeur de la radio nationale, lui aussi de l'uprona, a dû laisser sa famille à Bujumbura pour vivre à Gitega.

Les journalistes de la RTNB qui vivent pour le moment l'une des situations économiques les plus précaires ont difficilement accès aux petites avances que les institutions bancaires leur avançaient pour ne pas voir leurs familles éclater. Le Directeur Général, Salvator Nizigiyimana, jugé le moins bienveillant de tous les Directeurs généraux qui ont dirigé l'institution, a décidé de tout centraliser et de n'accorder aucune autorisation aux journalistes demandeurs. Parmi les journalistes de la RTNB, il y en a qui ont un net négatif. Et ils seraient nombreux. Cette faillite qui s'observe après bientôt quatre ans de gel des annales et des primes pour un personnel qui travaille de jour comme de nuit ne peut se redresser que par des mesures d'amélioration des salaires. Ce n'est pas l'actuel

Directeur Général qui ferait ce plaidoyer. Les personnels de la Poste et de l'Onatel qui l'ont eu comme premier responsable disent régulièrement aux journalistes de la RTNB qu'ils n'ont rien à attendre de bon de sa part. Le traitement de l'information s'en ressent. Là-bas à la RTNB, il est devenu facile en suivant les informations, de voir que des journalistes se sont fait payer. Oui, à la RTNB, on fait depuis des années de la communication, malheureusement de la mauvaise communication, et non de l'information.

Conclusion

Malgré les affirmations du gouvernement burundais qui assure sans ambages que le pays est respectueux des droits des citoyens, les nombreuses violations des droits des journalistes démontrent bel et bien que le pays n'est pas encore le paradis qu'il veut présenter au monde.

Non seulement, le pouvoir utilise des institutions comme la police nationale et la police présidentielle pour brimer les professionnels des médias mais encore prive-il les citoyens du droit à l'information.

La fermeture des médias internationaux depuis le mois de Mars 2019 prive aussi les citoyens burundais du droit fondamental à une information plurielle. A l'approche des élections de 2020, il est difficile de dire que les électeurs pourront faire des choix éclairés sans médias indépendants et pluriels. Pour Hannah Arendt en effet, *"il n'y a de démocratie authentique que lorsque le pouvoir est issu de la libre discussion, de la libre confrontation des opinions plurielles des hommes. Aucune ne doit être ignorée, toutes doivent être exposées, considérées, débattues, jugées."* Le Burundi est loin du compte.